

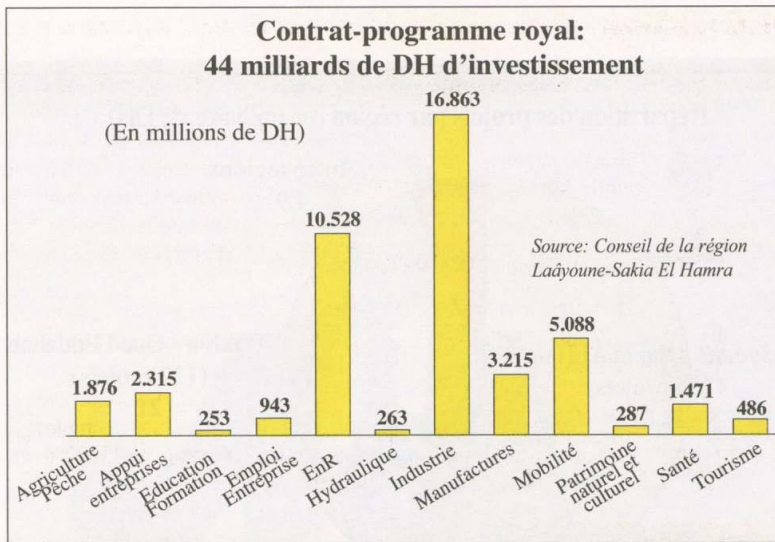
# Laâyoune-Sakia El Hamra: Le PDR

■ 49 milliards de DH d'investissements, 1.500 ha mobilisables, 25.000 emploi ... les objectifs

■ 60% des projets identifiés sont engagés

■ Un cas d'école pour les autres territoires

LA région de Laâyoune-Sakia El Hamra arrive en pole position. Mieux, elle vend aux investisseurs son modèle de développement territorial et économique en tant que hub africain. Après Casablanca et Paris, le Forum d'affaires Maroc-France s'est tenu du 2 au 4 novembre à Laâyoune pour promouvoir la région auprès des opérateurs français et renforcer la coopération économique entre les deux pays. L'événement a été organisé par la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM) et la Région



de Laâyoune-Sakia El Hamra. Plus de 300 acteurs économiques et donneurs d'ordre institutionnels dont 150 entreprises y ont participé. Agriculture, pêche, agro alimentaire, environnement, eau, énergies renouvelables, tourisme, industrie minière, BTP, formation, offshoring ou encore transport

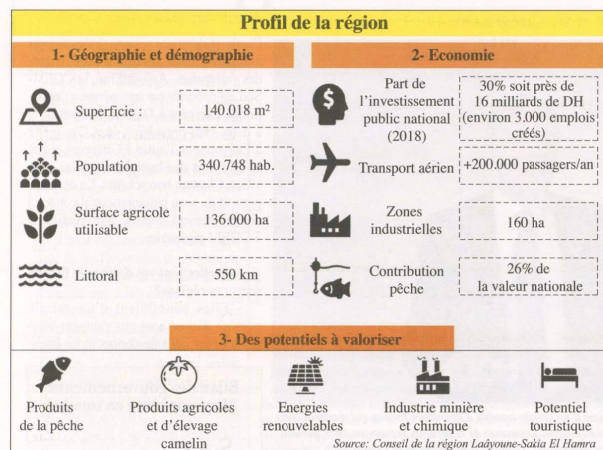
et logistique sont les principaux secteurs ciblés. Durant trois jours, les participants ont pris part à des tables rondes, visites de sites mais aussi des rencontres de networking.

Lors de ce forum, le Conseil de la région de Laâyoune-Sakia El Hamra a

dévoilé aux investisseurs son plan de développement régional (PDR). Et c'est une première dans le sens où c'est la première région qui a bouclé son PDR, initié après la signature, en 2016, sur instructions royales, d'un contrat-programme sur 6 ans (2016-2021) doté d'une enveloppe estimée à 44 milliards de DH. Un investissement qui vise à transformer de fond en comble les provinces du Sud.

Juste après sa nomination en 2013 en tant que président du Conseil économique, social et environnemental, Nizar Baraka a été chargé par le Souverain pour finaliser le nouveau modèle de développement régional des provinces du Sud. Une sorte de décentralisation des compétences de l'Etat vers les collectivités territoriales, dans le cadre de la régionalisation avancée. Le travail du CESE a été finalisé en 3 ans. En 2017, la région enclenche la mise en œuvre de son PDR, où la région jouera le rôle de catalyseur, en veillant à la mise en œuvre du contrat-programme royal, auquel elle a intégré des projets complémentaires de proximité et des conventions

# pilote de la régionalisation avancée



spécifiques, engageant plus de 5 milliards de DH.

Couvrant l'ensemble des secteurs, le PDR est déjà en cours de réalisation avec un taux d'engagement des projets de 60%. Le plan vise à doter la région dans moins

la région s'engage à ramener le taux de chômage à 9% à l'horizon 2022 puis à 7% en 2025. En 2017, le taux enregistré s'élevait à 28%. Pour atteindre ces objectifs, le nouveau plan de développement régional table sur la création de 25.000

BTP, le tourisme, la logistique ou encore l'agriculture et pêche. Un portefeuille de 140 projets a été identifié par le PDR offrant des opportunités dans les domaines d'activités précités. Toutes les catégories d'entreprises sont visées. Par ailleurs, le plan de développement a identifié des besoins multiples en matière d'habitat, de mobilité & transport, d'écosystème industriel, de packaging, de recyclage, de technologie, de transformation digitale, de smart cities et d'agritech. L'innovation n'est pas en reste. Une technopole et un

pôle universitaire sont également prévus. Le PDR mettra en exergue le patrimoine culturel et naturel de la région. Figurent également au programme la valorisation du patrimoine hassani et la mise en place du site d'intérêt biologique ainsi qu'un parcours spirituel.

Indicateurs-clés	
	1.500 ha d'emprise foncière
	49 milliards d'investissements
	25.000 emplois
	6 milliards de DH d'investissements privés

A l'horizon 2022, le PDR de Laïyoune-Sakia El Hamra devra permettre une croissance de 50% du PIB et une valeur ajoutée additionnelle de plus de 8 milliards de DH. C'est dire le grand potentiel de la région en opportunités d'affaires et en investissements transverseaux. □

Nadia DREF

## Trois pôles à développer

Le PDR a identifié trois couloirs de développement socioéconomiques. Le premier est le tripôle Laïyoune - El Marsa - Fom El Oued qui concentre trois domaines-clés: formation et innovation, industries produits de la mer et chimiques ou encore tourisme balnéaire. Le deuxième couvre le littoral au Nord et au Sud du tripôle. Il s'articule autour de deux grandes vocations, à savoir le tourisme écologique et côtier ainsi que la filière produits de la mer. Le troisième axe de développement cible l'arrière-pays pour y développer l'agriculture et l'élevage ainsi que l'artisanat et le tourisme culturel.

Pour accompagner les projets, une mise à niveau des villes et l'aménagement d'infrastructures sont au programme (aéroport ou annexe, assainissement liquide, voie express, hôpital...). Citons à cet égard le port de Tarfaya qui nécessitera un investissement de 265 millions de DH. □

de 3 années d'un pôle industriel et logistique de dernière génération piloté par OCP Group, d'un pôle d'énergies renouvelables avec Masen en tant que chef de file, d'un pôle universitaire et de santé de premier plan ou encore des infrastructures de mobilité et d'équipements hydriques. Objectif: garantir un réaménagement territorial, tant urbain que rural, offrir de multiples possibilités en matière d'investissements, de partenariats ou d'échanges commerciaux et se doter d'infrastructures de niveau international confirmant son positionnement en tant que hub africain.

L'employabilité des jeunes reste un défi majeur pour la région, présidé par Sidi Hamdi Ould Errachid. Le conseil de

nouveaux postes en 2022 et 37.500 en 2025. Ainsi, 49 milliards de DH seront dédiés aux investissements dont 6 milliards auprès du secteur privé d'ici 2022. Les investissements publics seront ventilés comme suit: OCP Phosphocraà (16,8 milliards de DH), Masen (10,5 milliards de DH), ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau (5,5 milliards de DH) ou encore les collectivités & ONEE (4,7 milliards de DH).

Le PDR mettra à la disposition des différents acteurs publics et privés une assiette foncière de 1.500 ha. Les secteurs moteurs de croissance identifiés par le PDR sont la chimie-parachimie, les énergies renouvelables (éolien et solaire), le